

Les entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine : de multiples alternatives à l'économie de marché ?

Sylvain Pablo Rotelli

Introduction

L'Argentine connaît au début des années 2000 une forte crise institutionnelle, économique et sociale. A la fin de l'année 2001, le système bancaire s'effondre et le gouvernement de De la Rúa (Parti Radical, de centre-droite) instaure des mesures drastiques qui mettent à mal les épargnants, notamment par la restriction des retraits bancaires à 250 pesos (alors en parité avec le dollar) par semaine, et l'interdiction des virements à l'étranger. Malgré l'instauration de l'Etat d'urgence (et peut être en raison de son instauration), des émeutes se produisent dans tout le pays, notamment dans la ville de Buenos Aires. Suite à une sanglante répression de la part des forces de l'ordre qui provoquent la mort de quarante manifestants, le président de la République est contraint de quitter, en hélicoptère, le palais présidentiel pris d'assaut par la foule le 21 décembre 2001. A ce stade, les institutions (le marché, la monnaie, le système politique) qui avaient régi le pays avec une efficacité très relative, se trouvent en état d'effritement avancé, tout comme dans l'incapacité d'assurer leur fonction régulatrice.

Les restrictions à l'émission monétaire ont pour effet de ralentir les échanges, portant ainsi un coup fatal au secteur industriel national déjà largement affaibli par plus de deux décennies de mesures de privatisation, d'ouverture des marchés, et baisse des dépenses publiques amorcées par la dictature de 1976-1983, ainsi que par le *currency board*¹ mis en place durant les années 1990. L'accumulation du manque d'investissement en capital de la part des entrepreneurs dans leurs usines, l'existence généralisée de pratiques gestionnaires frauduleuses, ainsi que le ralentissement des échanges économiques représentent trois facteurs d'explication à la multiplication de faillites de PME, notamment dans le secteur industriel.

Dans ce contexte chaotique prennent de l'ampleur une multitude d'initiatives populaires déjà existantes de façon marginale dans les années 1990, telles que les mouvements *piqueteros*² (Svampa, 2005) les assemblées de quartier, l'émission de monnaies alternatives (et non complémentaires) ainsi que des récupérations d'usines en faillite par leurs travailleurs. Germant sur le terrain abandonné par les institutions traditionnelles, ces pratiques alternatives peuvent être appréhendées comme étant des conséquences d'un contexte particulier, mais aussi comme un ensemble de réponses aux causes de ce contexte. Leur place dans l'espace public devient prépondérante tout au long de l'année 2002, ainsi que lors des premiers mois de l'année 2003. L'élection de Nestor Kirchner au mois de mai de la même année met fin au

¹ Politique d'inspiration monétariste cherchant à contrôler la masse monétaire afin de combattre l'hyperinflation des années 1980, à travers la parité du peso avec le dollar. L'Etat perd la possibilité d'émettre de la monnaie en dehors du cadre de cette politique, et la masse monétaire circulant en pesos doit être soutenue par une réserve équivalente en dollars à la Banque Centrale. Une balance commerciale négative signifie une diminution de la masse monétaire. Les entreprises argentines deviennent alors bien moins compétitives et perdent d'importantes parts de marché face à la production étrangère, que ce soit sur le marché intérieur ou sur le marché mondial.

² Le mouvement Piqueteros était composé à ses débuts de chômeurs de longue durée, de retraités pauvres et d'exclus, se manifestant afin d'obtenir de la visibilité dans l'espace public.

gouvernement provisoire d'Eduardo Duhalde (dont les principales mesures furent d'abandonner le *currency board* et de dévaluer le peso) et marque un tournant dans la politique économique du pays. Mettant en avant la devise « *les morts ne payent pas* »³, la dette extérieure est renégociée avec les créanciers et l'Argentine, jusqu'alors en default de paiement, accède à nouveau aux marchés financiers. La politique de relance redistributive basée sur les exportations de *commodities*⁴ et de ressources naturelles que met en place le gouvernement du *Frente Para la Victoria*⁵ (FPV) aboutit au rétablissement d'un niveau d'activité économique nationale suffisant pour entraîner un regain de confiance dans les institutions découlant d'un système économique capitaliste. La plupart des initiatives populaires qui avaient jusqu'alors connu un véritable essor se résorbent jusqu'à atteindre leur niveau marginal de la décennie précédente.

Néanmoins, ce recul ne semble pas concerner les entreprises récupérées par leurs travailleurs (ERT). Leur place dans la lutte ouvrière toujours latente, et leur sens historique (elles apparaissent après les restructurations) attirent l'attention du chercheur.

La singularité du phénomène de récupération d'usines par leurs travailleurs en Argentine à partir de la fin des années 1990 ne réside pas dans le fait que des ouvriers puissent occuper leur lieu de travail : ce phénomène s'observe dès 1934 en France (Sewell, 1981), et en Argentine ces manifestations ouvrières ont déjà lieu dans les années 1960 (M.C. Cotarelo et F. Fernandez, 1997). Ces épisodes sont néanmoins ponctuels et sporadiques, et effectués principalement dans le but de faire pression sur le patronat (Sewell, 1981).

L'originalité du phénomène argentin ne réside pas non plus dans l'aspect autogestionnaire de la production d'une unité productive, les coopératives de production existant en Amérique Latine depuis la fin du XIXe siècle, et en Europe depuis la première moitié de ce même siècle. De plus, la littérature scientifique existante sur les ERT fait généralement le choix de ne pas aborder ce phénomène comme un appendice du coopérativisme (Ruggeri, 2014, Quijoux, 2015) mais comme une manifestation du mouvement ouvrier.

La grande quantité de « fausses coopératives » mises en place par certains patrons dans une logique d'allègement fiscal, ou bien celles créées de toutes pièces par des patrons soucieux d'externaliser leur production afin de pouvoir exiger une hausse de la productivité aux travailleurs, non plus en tant que patrons mais en tant que clients en situation de monopsonne (Ruggeri, 56 ; 2014), pousse les ouvriers argentins à ne pas se reconnaître dans un « mouvement coopératif ». Néanmoins, la forme coopérative légale est privilégiée par les

³ Déclaration de Nestor Kirchner à l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2003. Source : Tiempo Argentino <http://tiempoargentino.com/nota/91949/los-muertos-no-pagan-las-deudas>

⁴ Le terme fait référence à des produits relativement homogènes et disponibles en abondance, caractérisés par une faible différence de valeur ajoutée entre le vendeur et l'acheteur. Dans le cas de l'Argentine, il s'agit notamment de matières premières, de produits primaires et de ressources naturelles, tels que l'or ou le soja.

⁵ Le *Frente Para la Victoria* est la coalition électorale progressiste au pouvoir depuis l'élection de Nestor Kirchner le 25 mai 2003. Cette coalition supportera par la suite les deux candidatures successives de Cristina Fernandez de Kirchner en 2007 et en 2011. Lors des élections présidentielles de 2015, le FPV présente la candidature de Daniel Scioli, qui sera battu au deuxième tour des élections présidentielles de 2015 par l'actuel président de la Nation, d'obédience néolibérale, Mauricio Macri et sa coalition *Cambiamos*.

ERT dans un souci de pragmatisme, cette forme étant celle qui s'adapte actuellement le mieux à la législation argentine.

L'originalité du phénomène argentin réside dans sa durabilité et dans son sens politique encore à déterminer. D'une part, la majorité des entreprises récupérées dans les années 2000 sont encore en activité aujourd'hui, et leur nombre est en augmentation depuis quinze ans (Ruggeri, 2005 ; 7).

D'autre part, cette persistance situe les ERT au cœur de plusieurs questions centrales de l'économie politique argentine : la propriété collective du capital, l'autogestion ouvrière, la démocratie directe ou l'égalité salariale. Elles sont réactualisées et réinterprétées par les principaux acteurs d'un mouvement qui s'enracine dans la lutte pour le maintien des postes de travail, mais qui acquiert une dimension politique de plus en plus importante. Sa durabilité permet son institutionnalisation politique qui emprunte un chemin alternatif aux formes de représentation ouvrières traditionnelles, à savoir celle des partis politiques et des syndicats dans un contexte nouveau, « post-réformes ».

Le travail de terrain sur lequel se base cet article a été réalisé à Buenos Aires durant l'année 2015. Cristina Fernandez de Kirchner se trouvait encore au pouvoir, les logiques institutionnelles du « Péronisme K⁶ » étaient donc encore en vigueur dans le secteur des ERT.

Tout en analysant deux entreprises récupérées par leurs travailleurs de manière comparative, le but est d'illustrer les relations *que chacune d'entre elles entretient avec les pouvoirs publics et le marché*, et de quelle manière ces *coopératives ouvrières s'insèrent dans un cadre politique plus large*, dans lequel s'affrontent différentes tendances idéologiques allant de la gauche contestataire/révolutionnaire au progressisme réformiste.

L'analyse sera axée sur l'hypothèse selon laquelle des divergences lourdes apparaissent entre les différentes entreprises récupérées quant à leur manière de produire une alternative à l'économie de marché⁷ en fonction de la mouvance idéologico-politique de représentation qu'elles intègrent, ces mouvances étant matérialisées par des éléments institutionnels relativement nouveaux que sont les organisations politiques de représentation. Ces dernières, dont une analyse dynamique et historique sera développée au long de ce texte, sont caractérisées par leur composante politique et leur fonction représentative des ERT, à travers laquelle elles réussissent à occuper et à acquérir une visibilité durable dans l'espace public au sens de Habermas (1962). Au fil du temps le nombre de ces organisations augmente, brisant ainsi le monopole dont a joui, entre 1998 et 2003, le *Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas* (MNER) sur le « marché de la représentation ». Actuellement cet espace de

⁶ Le péronisme est une mouvance politique argentine encore très mal définie par la science politique en raison de la diversité d'orientations idéologiques qui s'en réclament. La lettre « K » désigne le Kirchnérisme dans le langage courant argentin. Les Kirchner proviennent du *Partido Justicialista*, créé par Juan Domingo Peron, et à la tête duquel ce dernier gagne les élections présidentielles de 1946.

⁷ Le terme « produire » renvoie ici à une double signification. La signification classique, celle de la production de biens et services côtoie un ensemble de concepts beaucoup plus large qui renvoie à la pluralité de pratiques et de discours des acteurs, à leurs représentations collectives et à la production normative au sein de la structure qu'ils intègrent.

luttres politique et de concurrence pour la représentation est disputé par au moins cinq grandes organisations, projetées sur un échiquier idéologico politique allant de la gauche révolutionnaire jusqu'au réformisme d'Etat.

Dans une première partie sera vue la relation existante entre le contexte socio économique argentin, et le positionnement idéologico politique qu'adoptent les structures autogestionnaires étudiées (IMPA et Contiente), à travers leur adhésion à l'une ou l'autre des structures de représentation politique. Dans un second temps, sera approfondie la relation entre l'orientation idéologico politique des ERT sous étude, avec leur manière de pratiquer une production alternative.

I) Différents contextes pour différentes manifestations autogestionnaires et organisations politiques de représentation.

Les années 1990 sont marquées dans tout le pays par une accélération de la désindustrialisation, notamment dans le secteur secondaire. Les fermetures d'usines, la rentabilité extraordinaire du secteur financier et le manque d'investissement dans l'économie réelle de la part des entrepreneurs classiques entraînent un basculement prononcé du rapport de force en faveur du capital, et par conséquent une perte de pouvoir politique des organisations syndicales, jusqu'alors fédérées sous la bannière de la Centrale Générale du Travail. Cette dernière adopte une stratégie d'alliance avec le pouvoir politique en place : en échange du maintien de son monopole de représentation syndicale, du contrôle des fonds de pension ou des mutuelles de santé, les cadres de la CGT soutiennent les politiques de flexibilisation salariales de C.S. Menem et de D. Cavallo⁸(Marti, 2007). Cette situation entraîne rapidement la création de centrales syndicales alternatives caractérisées par une opposition très marquée au modèle néolibéral telles que la *Central de Trabajadores de la Argentina* (CTA) créée en 1991, ou la *Corriente Clasista Combativa* (CCC) créée en 1994, mettant ainsi fin au monopole de la CGT argentine. Celle-ci ne soutiendra par la suite aucune des luttes en rapport aux ERT, percevant cette pratique « comme un phénomène gênant, car les travailleurs désormais autonomes n'avaient plus affaire avec le syndicat et rompaient ainsi le paradigme de la lutte syndicale. [Dans certains cas] le syndicat s'est opposé à la récupération de l'entreprise. Dans d'autres cas, comme celui de *l'Union du papier du Plata*, c'est le syndicat qui a demandé la fermeture de l'usine et mis des obstacles à la naissance de la coopérative»⁹. Cette prise de position de la part de la centrale hégémonique libère

⁸ Le premier a été le président de l'Argentine de 1989 à 1999, se présentant comme « un homme du peuple » avec l'appui du Partido Justicialista et se réclamant ainsi du péronisme, il trahit systématiquement ses promesses de campagne en rapport à l'emploi et aux droits sociaux. Le second, ancien président de la banque centrale durant la dictature de la junte militaire (1976-1983) a été ministre de l'économie entre 1991 et 1996. Il est l'auteur du *currency board* et du *corralito* (le gel des dépôts à la fin de l'année 2001).

⁹ Marti, J.P, *La récupération d'entreprise en Argentine et en Uruguay* Recma n°305, Paris, 2007, p.64

automatiquement un espace politique que la jeune CTA ne manque pas d'occuper, ne serait-ce que de manière indirecte. En effet, le fonctionnement de celle-ci transcende la logique syndicale traditionnelle. Cette centrale regroupe dès sa naissance des mouvements de retraités précaires et de chômeurs, ainsi que des salariés du secteur public. Ce pragmatisme permet d'engendrer dès 1997 deux mouvements : le *Movimiento Por la Economía Social* (MOPES¹⁰), qui en reste à son stade embryonnaire, et le MNER, qui croît au rythme des récupérations d'usines par leurs travailleurs. Eduardo « *El Vasco* » Murua¹¹ le président du MNER explique : *«La situation économique du pays se dégradait, alors de plus en plus d'usines faisaient faillite, et là plus de récupérations ont eu lieu. Donc le MOPES, qui était le Movimiento Por la Economía Social est resté, disons, au second plan face à la lutte permanente pour la récupération d'entreprises, et c'est cette composante qui finit par être le MNER. En réalité on parlait tous les jours de la récupération, parce que chaque récupération est en relation avec une lutte concrète, mettre le corps, se battre avec les flics, organiser la coopérative, tout ce que cela voulait dire, et tout l'effort qu'on y a mis. Parce que vraiment on pensait que c'était un besoin pour le mouvement ouvrier argentin, et on pense même que c'est un besoin pour les travailleurs du monde entier»*. En plus de définir clairement la fonction qu'occupe le MNER sur le terrain, E. Murua introduit dans son discours une forte composante combative et idéologique, conséquence du contexte économique et social dans lequel naît cette organisation. Ce trait particulier place le MNER à l'extrême gauche de l'échiquier idéologico politique, et constitue par la même occasion un des facteurs d'analyse déterminants dans ce travail.

Lorsqu'en 1998 les travailleurs d'*Industria Metalurgica y Plastica Argentina* (IMPA) contactent Eduardo Murua (la réunion se tient dans les locaux de la CTA) pour que le MNER les soutienne dans leur lutte pour la récupération de l'usine, la toute récente organisation de représentation politique n'en était pas à son coup d'essai.

Dès sa création en 1997, le MNER a l'occasion de se saisir de deux conflits, qui n'aboutissent néanmoins pas à la récupération effective des usines par leurs travailleurs. E. Murua raconte les faits : *« C'était en 1996, 1997 qu'on a commencé à se dire : « Che¹², on peut le faire non ? ». Apparaissent alors deux conflits en Capitale Fédérale, c'est nous qui avons conduit les conflits, on a pris l'usine. Mais quand ils ont vu qu'on avait occupé l'usine, sont apparues les banques dans un cas et la patronale dans l'autre, donnant l'argent de l'indemnisation aux travailleurs, et ils ont choisi de prendre l'indemnisation*
-De quelles usines s'agissait-il ?

¹⁰ Le MOPES était porteur d'un projet plus ambitieux que le MNER, mais également plus théorique, donc moins pratique. Il s'agissait selon E. Murua de développer des réseaux d'économie sociale et de créer un mouvement populaire intégré qui irait au-delà des ERT.

¹¹ Eduardo Murua est le président du MNER depuis sa création en 1997. Alors membre actif de la CTA, il considère qu'étant donné le contexte de chômage de masse, les structures syndicales traditionnelles ne sont pas aptes à mener la lutte pour l'emploi dans laquelle il s'engage. Murua devient alors l'initiateur du MOPES et du MNER, qui éclipse rapidement le premier en raison de l'aspect plus concret de son action. La structure s'adapte au contexte.

¹² « *Che* » est une injonction typique du langage populaire parlé dans les pays du Cône Sud (Argentine, Chili Uruguay), qui peut être comparée à « *hé* » dans la langue française, mais dont la charge symbolique est sensiblement différente : l'usage du « *che* » identifie notamment les Argentins dans le reste de l'Amérique Latine, ce qui explique le célèbre surnom d'Ernesto Guevara.

-Lassi et Safratti. Une était une usine de circuits imprimés qui travaillait pour Siemens, et l'autre, Safratti, faisait des essieux pour Toyota et Ford. Cette expérience fait qu'au moins en quelque sorte le conflit si tu veux, on l'a gagné quand même, puisque les camarades n'allaient pas être indemnisés et ils ont fini par l'être, mais on n'a pas avancé dans la récupération ».

Ce n'est qu'avec la récupération réussie d'IMPA en 1998 que le MNER se projette durablement dans l'espace public, et crée par la même occasion les conditions pour la future structuration d'un marché de la représentation des ERT argentines.

L'adversité du contexte de crise vis-à-vis des travailleurs argentins, ainsi que les interactions qui se produisent entre les différents courants de luttes populaires (Adamovsky, 2004) constituent des éléments susceptibles d'expliquer la position combative du MNER. Ces différents courants constituent un ensemble cohérent de réponses à un système économique jugé défaillant : les assemblées populaires servent de lieu d'échange d'idées et d'expériences entre différents groupes produisant des alternatives innovantes, tels que les usagers de *créditos*, les *piqueteros* ou les ouvriers ayant protagonisé la récupération de leur usine (Ibid, 2004). Les courants idéologiques circulent, entrent en contact et se façonnent autour de ces différentes instances alternatives¹³, illustrant en partie la thèse du double mouvement, introduite par Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* (1944).

En effet, Polanyi avance tout d'abord que les effets d'un système de marché autorégulateur, « fondé sur des fictions grossières »¹⁴, menace de détruire la société dans laquelle il est mis en place. Pour qu'un tel système puisse fonctionner les principaux éléments de l'industrie, à savoir la terre, le travail et la monnaie, doivent être fictivement considérés comme des marchandises produites pour être vendues sur le marché, dont le prix serait fixé par l'offre et la demande. Si cette fiction n'est pas maintenue, l'autorégulation du système est remise en cause, affectant ainsi le système de prix. Ce dernier constitue un complexe système d'informations dont « dépendent les profits de ceux qui orientent la production ; et la distribution des biens dépendra elle aussi des prix, car les prix forment les revenus, et c'est grâce à ces revenus que les biens produits sont distribués entre les membres de la société »¹⁵. Cependant, pour Polanyi « aucune société ne pourrait supporter ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système [...], si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable »¹⁶. Ceci mène Polanyi à avancer que « la société aurait été anéantie,

¹³ La coopérative Chilavert Ltda est un parfait exemple de cette relation. Durant les premières semaines d'occupation, les huit ouvriers qui avaient résisté à la politique patronale de précarisation et qui avaient décidé de reprendre l'usine ont été contraints de camper à l'intérieur de celle-ci. Les forces de l'ordre en avaient bloqué les entrées et empêchaient l'entrée de matériel d'imprimerie ou la sortie d'ouvrages. Dans ces conditions les huit ouvriers ont tout de même réussi à imprimer le livre « *Que sont les assemblées populaires* ». Les exemplaires ont été extraits de l'usine par la maison d'un voisin acquis à la cause, au moyen d'un trou fait dans le mur mitoyen.

¹⁴ Polanyi, K. (1944) *La Grande Transformation*, Paris, Editions Gallimard
p.124

¹⁵ Ibid p.118

¹⁶ Ibid p.124

n'eussent été les contre mouvements protecteurs qui amortirent l'action de ce mécanisme autodestructeur »¹⁷

Les manifestations populaires en Argentine évoquées jusqu'ici, notamment les ERT et les réseaux de *créditos*, peuvent donc être vues comme des éléments participant à un contre-mouvement polanyien en réaction à la marchandisation d'au moins deux des trois marchandises fictives qu'il évoque : le travail et la monnaie. Conceptualiser l'ensemble des réponses populaires de cette manière peut permettre d'établir plus facilement un lien entre celles-ci et le contexte de crise dans lequel elles se manifestent.

IMPA la fabrica : Humiliation, lutte et production.

L'observation et les entretiens réalisés auprès des associés salariés d'IMPA et de Continente confirment un des résultats les plus significatifs avancés par les recherches d'Andrés Ruggeri et de Maxime Quijoux: l'action entreprise par des groupes de travailleurs visant à occuper leur lieu de production, qui se transforme souvent en récupération durable de ces derniers, n'est pas basée sur une idéologie particulière ni à un projet politique structuré. Cette action est au contraire motivée en premier lieu *par la nécessité de conserver la source de travail* de la part du collectif ouvrier. L'histoire d'IMPA constitue un cas particulièrement représentatif. Située dans le quartier d'Almagro, au sud de la ville de Buenos Aires, la coopérative est actuellement composée par une quarantaine de travailleurs.

Cette entreprise est récupérée par ses travailleurs en 1998, suite à une longue période de décadence. Il ne s'agit néanmoins pas d'un cas de figure classique, où un groupe d'ouvriers unis entreprennent une action de lutte contre la direction de leur entreprise, débordant ainsi les canaux traditionnels de protestation. La littérature ne souligne que très rarement cet aspect, mais l'IMPA est en effet formellement une coopérative depuis 1961.

Créée en 1928 par un entrepreneur allemand, l'IMPA est étatisée en 1946 par Juan Domingo Peron, suite aux restrictions commerciales exercées par les USA envers les entreprises détenues par des capitaux allemands. L'entreprise abandonne alors sa production balistique et se consacre uniquement à l'industrie métallurgique civile. Le coup d'Etat de 1955¹⁸ marque un coup d'arrêt aux politiques de substitution d'importations péronistes, qui sont alors remplacées par l'ouverture des frontières à la concurrence étrangère et par le recul de l'investissement public dans les secteurs stratégiques. La dégradation du contexte économique national qui s'ensuit se répercute sur le chiffre d'affaires d'IMPA, poussant le gouvernement d'Arturo Frondizzi (Parti Radical, élu en 1958) à décréter sa fermeture en 1961, déchaînant ainsi la résistance des travailleurs dont les effectifs s'élevaient encore à plus d'un millier. Ce

¹⁷ Ibidp.127

¹⁸ En 1955 une hétéroclite coalition antipéroniste prend le pouvoir par la force. Soutenue par les ambassades des USA et du Royaume Uni la coalition est composée de la droite argentine, par les socialistes, ainsi que par les hauts gradés de l'aviation et de la marine de guerre hostiles à Peron. Le matin du 16 septembre 1955 l'aviation navale mitraille les civils se trouvant sur la Place de Mai, ainsi que la *Casa Rosada* (palais présidentiel) et le quartier général de la CGT. Cet attentat militaire contre la population civile laisse un bilan de deux cents morts et sept cent blessés. Ne se trouvant sur aucun des lieux des massacres, le président Peron est épargné. Cependant l'infanterie occupe les espaces physiques des institutions vitales à la vie politique, forçant Peron à l'exil, et instaurant une dictature militaire qui allait durer trois ans.

décret n'entre jamais en application. La même année, la lutte des travailleurs aboutit à la création d'IMPA, *Cooperativa Limitada de Produccion y Consumo*¹⁹.

Malgré l'épisode réussi de récupération, la coopérative se transforme peu à peu en une structure verticaliste qui finit par fonctionner exactement comme une entreprise privée classique : les dirigeants occupent leurs fonctions sans être élus, s'octroient les salaires qu'ils désirent et aucune assemblée n'est réalisée. Cependant la bonne santé de l'entreprise dans les années 1960 masque en quelque sorte le processus d'oligarchisation de l'élite dirigeante (Michels, 1914) aux yeux de travailleurs contents de trouver un emploi plutôt bien rémunéré.

L'IMPA embauche alors régulièrement au rythme des départs à la retraite de ses travailleurs. Après une période d'essai de six mois, les nouveaux arrivants deviennent des associés, mais leurs droits ne sont jamais mis en application.

Cependant un salaire digne ne semble pas constituer une raison suffisante du bien-être au travail. Oracio Campos, premier président d'IMPA et actuellement associé salarié, explicite à travers son récit l'humiliation vécue par les travailleurs, systématisée par la hiérarchie en place avant 1998 : « *Des fois les anciens dirigeants organisaient des visites à l'IMPA. Il y avait des universitaires qui venaient nous voir, ils leur montraient les salles des machines cinq minutes et ils partaient. Même pas bonjour ! Et à l'heure du repas, on n'avait pas le droit de nous mélanger avec la hiérarchie, eux ils mangeaient à d'autres horaires pour pas manger avec nous, tu t'imagines, ils n'allaient pas partager la table avec nous, los negros, los laburantes*²⁰ ! En plus on avait chacun un uniforme selon ce qu'on faisait : les mécanos étaient en bleu, les gars de l'assemblage en gris, à la fonte en jaune... si jamais ils te voyaient discuter avec quelqu'un d'un autre secteur t'étais sanctionné ».²¹ Cette cause de mécontentement décrite par O. Campos peut être appréhendée comme un facteur nécessaire mais non suffisant pour expliquer l'action collective qu'allait mener le groupe en 1998.

A partir des années 1970 l'entreprise entre dans son inexorable phase descendante.

En massacrant trente mille personnes dans le cadre de sa politique dite de « terrorisme d'Etat »²² -combattants armés, syndicalistes, ouvriers contestataires, étudiants, professeurs et intellectuels de gauche confondus-, la dictature de 1976 se débarrasse de tous les éléments en

¹⁹ Coopérative limitée de production et de consommation.

²⁰ Le terme « negro » signifie « noir » en français. Cependant la signification argentine renvoie plus à une position relative dans la société, celle du pauvre, du travailleur, souvent associé de façon discriminatoire à l'ignorance, à la brutalité, plutôt qu'à une couleur de peau : aucun associé salarié d'IMPA n'est afro descendant. Actuellement le terme englobe également la signification de « racaille », cependant ce n'est pas cette signification que donne Oracio Campos dans l'entretien.

Le terme « laburante » est la version en argot argentin de travailleur. Cela provient de *laburare* (travailler, en italien). Cependant sa signification n'est pas exactement la même : « laburante » possède une charge plus combative, et étant donné que le terme renvoie également à une position relative dans la société (et plus précisément dans le processus de production) il est souvent employé en opposition à une autre position relative, celle du bourgeois, du riche, du possédant.

²¹ Entretien Oracio Campos, premier président d'IMPA.

²² Feierstein, D. (2011) « Sobre conceptos, memorias e identidades: guerra, genocidio y/o terrorismo de Estado en Argentina », *Política y Sociedad*, volume 48, n°3, p.572

mesure de s'opposer à l'introduction forcée du modèle néolibéral en Argentine. Ce dernier allait causer une profonde récession deux décennies plus tard.

Dans ce contexte hostile, sans l'esprit entrepreneurial de ses patrons originels, sans la protection de l'Etat, et munie d'une élite dirigeante de plus en plus corrompue, l'IMPA entame la décennie 1990 dans un état calamiteux.

La situation devient progressivement intenable et de plus en plus humiliante pour les travailleurs: « *En 98 ils nous payaient cinq pesos par jour, et on a continué à supporter. Et tu sais la rage que ça te provoque ? Tu venais bosser depuis six heures du matin jusqu'à trois heures de l'après midi, des fois jusqu'à sept heures de l'après midi quand tu faisais des heures supplémentaires, et on te donnait tous les jours tes cinq pesos. Et peut être toi tu parlais à trois heures de l'après midi, et tu disais « je veux mes cinq pesos et aller chercher un petit boulot en extra quelque part, ou faire quoi que ce soit » et eux ils te gardaient jusqu'à huit heures du soir. Ils rigolaient, eux, tu vois ? On a dû supporter tout ça les travailleurs. Alors c'est pour ça la colère, et pour ça on a dit « non, c'est plus possible »*²³.

Le groupe de travailleurs révoltés atteint alors le point de rupture, que Frédéric Lordon, dans son analyse spinoziste des relations de domination du capital sur le travail associe à l'indignation, et à la décolinéarisation des conatus. Théorisé par Spinoza, le concept de conatus renvoie à une « force désirante générique »²⁴, à « désir sans objet »²⁵, qui ne cherche qu'à s'investir dans ce qui est à sa portée. Durant l'étape précédant la rupture, le conatus des dominés est aligné sur le conatus directeur, celui du patronat, qui réussit à faire faire à l'autre l'objet de son désir, à savoir produire le bien qu'il va vendre. Le conatus des premiers s'investit donc dans la direction qui lui est réservée, qui est celle qui meut l'individu pour qu'il travaille dans le but d'obtenir un revenu, donc pour consommer et répondre à un affect joyeux, ou bien pour ne pas périr et répondre alors à un affect triste (l'angoisse de la survie). Lorsque la rupture se produit, le conatus des enrôlés réalise un virage à cent quatre vingt degrés : « les matelots du Potemkine prennent le pouvoir et l'exercent, les salariés de Lip expérimentent la démocratie autogestionnaire, tous inventent de nouveaux rapports. Parce qu'il s'est rendu odieux, mais par un de ces abus marginaux qui font passer les points critiques, le patron général, à son corps défendant a converti les affects de crainte en affects de haine, et lui-même a poussé les enrôlés à se décolinéariser »²⁶.

Suite à plusieurs assemblées clandestines, après avoir obtenu le soutien du MNER ainsi que celui de l'avocat Luis Caro²⁷, la plupart des travailleurs qui n'ont pas encore quitté IMPA occupent l'usine. Le récit de M. Castillo sur cet épisode contient des passages faisant écho aux propos de Lordon : « *Avant il y avait ici presque quatre cents travailleurs. En 1998 ce*

²³ Entretien réalisé auprès de Marcelo Castillo, mars 2015 dans les locaux d'IMPA, Buenos Aires.

²⁴ Lordon, F. (2010), *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique éditions.

²⁵ Bove, L. (2006), « Ethique, partie III » in P.F. Moreau et C. Ramon (dir), *Lectures de Spinoza*, Paris, Ellipses.

²⁶ Lordon, F, Ibid.

²⁷ Qui deviendra président du Movimiento Nacional de Fabricas Recuperadas por sus Trabajadores (MNFRT), crée en 2003 suite à un désaccord idéologique et stratégique avec E. Murua.

nombre est passé à cent vingt. Beaucoup sont partis, ils n'ont pas tenu parce qu'on leur devait leur salaire, les retards de salaires ont commencé à s'accumuler, c'était impossible [...] et c'est en 1998 qu'un groupe de camarades dont je faisais partie, on se dit « on va récupérer l'usine ». Ils ne nous croyaient pas, on passait pour des fous.

- Combien étiez-vous ?

*-On était quarante. Les autres continuaient à y croire, il y avait aussi beaucoup de gens âgés, très âgés [...] ils avaient l'espoir que le patron vienne, que la crise était passagère, que ce n'est pas une crise... Ils ne voulaient pas voir la réalité en face, et se dire « bon regarde, ceux là tirent le rideau ». Et ça, ça nous a fait peur. Et ça nous a **obligés** à nous battre »²⁸.*

Le groupe doit alors résister à la faim, au froid, aux tentatives de délogement et aux menaces, afin d'obtenir la mise en place d'élections au sein de la coopérative. Cette expérience traumatique commune a pour effet de souder le collectif, et de créer des conditions favorables pour une bonne réception du discours révolutionnaire du MNER. Comme il sera vu par la suite, l'élément discursif constitue un des piliers d'analyse de ce terrain exploratoire.

Les premiers mois de production en autogestion réalisés à la marge de la loi, et dans un contexte de décadence industrielle et de crise sociale aigüe mettent à l'épreuve l'unité du groupe de travailleurs. Fajn (2003), Rebon (2005) et Ruggeri (2005 ; 2011) mettent en évidence la relation qu'il existe entre d'un côté, la conflictualité de l'épisode de récupération, l'aridité des conditions que doivent affronter les travailleurs lors des premières étapes et d'un autre côté, la solidarité observée au sein du groupe et l'existence d'une organisation horizontale. Ceci s'explique d'après A. Ruggeri (2014) par deux facteurs.

Premièrement, si le conflit s'enlise (et devient donc plus radical) les travailleurs les plus qualifiés, qui occupaient un poste hiérarchique plus élevé que le reste, sont les premiers à abandonner la lutte collective, car ils ont plus de chances de se faire embaucher ailleurs. Cet élément a alors pour effet d'homogénéiser le groupe en lutte. Deuxièmement, la radicalité de l'épreuve génère, au sein du groupe désormais homogène, l'apparition d'un sentiment d'appartenance et l'instauration d'une solidarité accrue, favorisant de cette manière l'apparition d'une structure horizontale et égalitaire. Ces éléments structurels rendent alors le groupe d'ouvriers a priori très compatibles avec la ligne du MNER

Le progressisme kirchnériste bouleverse le rapport de forces dans le champ des ERT.

L'année 2003, marquée par l'élection de Nestor Kirchner en mai, entérine un tournant dans la politique économique du pays. Renégociant la dette extérieure et appliquant une politique de relance économique redistributive basée sur les exportations de *commodities* (notamment le soja), le gouvernement rétablit rapidement un certain niveau d'activité économique au niveau national. *Cet élément change le contexte* d'urgence sociale dans lequel évoluaient les différentes initiatives populaires alternatives dont les ERT. Si ces dernières ne disparaissent pas comme les autres initiatives avec lesquelles elles échangeaient, le champ dans lequel elles évoluent ne s'en retrouve pas moins bouleversé.

²⁸ Entretien Marcelo Castillo, Ibid.

La chute du MNER favorise la naissance de la FACTA

La place qu'occupe le MNER à l'extrême gauche de l'échiquier idéologique laisse place à d'autres mouvances moins contestataires et plus disposées à apporter leur soutien à un gouvernement dont le fossé avec le courant porté par Murua se creuse au fil des déclarations publiques de ce dernier. Les revendications du MNER vont au-delà des questions concernant les ERT : le mouvement tracte à maintes reprises face à la *Casa Rosada* en faveur de la nationalisation d'YPF²⁹, ou encore contre l'extraction minière sauvage de la part des capitaux étrangers, autorisée par le gouvernement.

Le MNER reproche également au gouvernement national de vouloir diviser le mouvement en distribuant des allocations à discrétion, ainsi que de saper en quelque sorte la révolte populaire en la canalisant en sa faveur. Une guerre de communication s'installe, le MNER accuse certaines mesures gouvernementales favorables aux coopératives d'être « *une farce* »³⁰. D'un autre côté, les secrétaires du pouvoir exécutif répondent publiquement : « *Murua est l'ennemi public du gouvernement* ». ³¹. Dans ce contexte le MNER perd des adhérents et s'isole quelque peu. La fracture totale avec le gouvernement national se produit en 2005, lorsqu'Eduardo Murua occupe le bureau du secrétaire privé du président à la *Casa Rosada*, en raison de l'escalade communicationnelle produite lors des mois précédents, ainsi que du silence gouvernemental face aux revendications du mouvement.

En l'espace de trois ans (2003-2006) le MNER devient minoritaire sur le marché de la représentation des ERT. Son monopole est remis en cause en 2003 avec la création du MFRT, plus pragmatique, porté par l'avocat du travail Luis Caro. Se créent ensuite d'autres organisations politiques de représentation dont le rôle ne sera pas analysé dans cet article³². Profitant de la perte de vitesse du MNER, le gouvernement soutient la création de la *Federacion Argentina de Trabajadores Autogestionados* (FACTA) qui devient rapidement prépondérante en termes de représentation. Sur les 311 ERT recensées en 2013 en Argentine, pratiquement sept sur dix adhèrent à une organisation politique de représentation. La même année, la FACTA et le MNFRT³³ détenaient à eux deux la moitié du total des adhésions, tandis que les autres organisations s'en répartissaient l'autre moitié (Ruggeri et al. 2014). Ce bouleversement peut s'expliquer par le rapide changement de contexte économique qui, devenant plus favorable à la production industrielle nationale et au rétablissement des relations commerciales de marché, élimine chez les travailleurs argentins les incitations à rechercher des voies alternatives radicales. La *FACTA* affiche donc une idéologie bien plus modérée que le *MNER* à travers un discours pragmatique réformiste qui serait plus à même de défendre les intérêts des ERT.

²⁹ Yacimientos Petroliferos Fiscales est l'entreprise nationale d'extraction, de raffinerie et d'exploitation de pétrole. Démantelée et privatisée durant les années 1990, elle fait l'objet d'une renationalisation en 2012.

³⁰ Déclaration de presse d'Eduardo Murua, 2005 <http://argentina.indymedia.org/news/2005/05/292551.php>

³¹ *ibid*

³² Il s'agit de la *Red Gráfica Cooperativa*, d'*Unión Productiva de Empresas Autogestionadas* (UPEA), et de la *Federación de Cooperativas de Trabajo* (FECOOTRA)

³³ Movimiento Nacional de Fabricas Recuperadas por sus Trabajadores

Continente Ltda, une jeune coopérative fédérée à la FACTA.

Située dans la localité de Hurlingham, dans la Province de Buenos Aires, l'usine de peinture qui allait devenir l'ERT *Continente Ltda* fait faillite en 2008, manifestement suite à une mauvaise gestion patronale. Selon l'actuel président de *Continente*, « *le patron de ce qui était la société anonyme se trompait dans les dépenses, non seulement quant à l'argent, mais aussi quant aux clients. L'autre jour je racontais ça justement dans une discussion. Il y avait une entreprise en particulier qui nous achetait toujours le même produit, et au fil des ans, il (l'ancien patron) lui a livré six ou sept sortes de produits différents. La peinture était faite avec ce qu'il y avait, pas avec ce qui était demandé. Et comme ça, plein de clients ont été perdus. Il n'y avait pas une conduite, une ligne de travail. Le patron, la première chose qu'il faisait, c'était s'asseoir ici, prendre l'argent et partir. Tu te rends compte que comme ça il n'y a pas d'administration possible* ». La faillite de l'exploitation qui croule sous les dettes se produit suite à une lente décadence, dans un contexte toutefois bien plus favorable à la création d'entreprises que dix ans auparavant. Les anciens salariés décident de s'associer et obtiennent le soutien de la FACTA pour mener à bien le conflit. Ce dernier aboutit rapidement à un accord: « *[L'ancien patron] nous a cédé l'exploitation des installations sur quinze ans en échange des dettes qu'il avait envers nous : salaires, indemnités, apports sociaux...* »³⁴. La création de la coopérative *Continente Ltda.* en 2009 ne se produit donc pas suite à un épisode hautement traumatique, et les éléments humiliants qui ont marqué l'histoire d'IMPA sont absents de celle du groupe d'ouvriers de Hurlingham. Leur combativité ainsi que leur degré d'engagement vis-à-vis de certaines causes ouvrières semble moindre que celui qui a été relevé au sein d'IMPA. Leur relative modération semble donc correspondre à la ligne politique défendue par la FACTA.

Les premiers mois qui suivent la récupération de leur usine sont durs pour la vingtaine d'associés salariés qui composent l'ERT. L'absence initiale de réseau de clients et de fournisseurs, de financements extérieurs et d'expérience en matière de gestion poussent le groupe à miser sur la qualité de leur production : « *Nous on a commencé de zéro. On a fait une liste de prix, on a établi nos coûts, et on a commencé à fabriquer ce que le client voulait réellement. On a parié sur la qualité, et bon, sur une bonne administration* »³⁵.

Peu à peu le collectif prospère, notamment grâce au rôle déterminant de la FACTA. Une associée salariée de *Continente*, qui occupe actuellement la fonction de comptable souligne le rôle de la fédération : « *Au début celui qui nous a donné un coup de main avec la gestion ça a été Carlos Ortiz*³⁶. *Et puis grâce à la FACTA on a eu assez rapidement la sécurité juridique, l'immatriculation [...] et ensuite ils nous ont aidés à obtenir des microcrédits et autres* ».

L'histoire relativement calme de *Continente* ne peut être isolée du contexte économique et politique que traversait l'Argentine en 2008. Basant leur croissance sur les exportations du secteur agroalimentaire, notamment pour satisfaire une importante demande chinoise, les pays latino américains se trouvent relativement peu touchés par les suites de la crise des *subprimes*.

³⁴ Entretien réalisé auprès du président de *Continente Ltda.* Avril 2015, Hurlingham, Province de Buenos Aires.

³⁵ Entretien président *Continente*

³⁶ Trésorier de la FACTA

Continente Ltda. s'éloigne donc en quelques mois de la zone de danger, et non seulement elle remplit son carnet de commandes vis-à-vis du secteur privé, mais elle multiplie également les contrats publics avec la mairie de Hurlingham, alors investie par le *Frente Para la Victoria*. Ces éléments ne peuvent non plus être dissociés de son appartenance à la FACTA.

II) L'alternative révolutionnaire affronte politiquement l'alternative réformiste, elles se côtoient dans les faits mais produisent des divergences.

L'objectif de cette deuxième partie est d'analyser de manière comparative les différences systémiques qui ressortent entre l'IMPA et Continente malgré leurs similitudes. Sera donc abordé dans une analyse comparative et compréhensive comment chaque ERT s'insère dans un contexte économique de marché ainsi que dans un contexte politique particulier. Sera examinée également la relation qui existe entre ces éléments et ceux qui concernent la construction de la subjectivité des acteurs, et qui influencent donc leurs perceptions, leurs représentations et leurs actions.

La construction de l'alternative : malgré l'existence d'une base commune...

Certains éléments structurels communs à toutes les ERT argentines permettent d'appréhender leur manière de s'insérer dans une réalité économique complexe comme une alternative aux logiques dominantes de marché.

Partageant un même objectif social, à savoir le maintien des postes de travail, les ERT adoptent dès le départ une logique économique perçue comme irrationnelle du point de vue de la logique capitaliste. Alors que l'efficacité d'une ERT est mesurée par sa capacité à maintenir et créer des postes de travail, celle d'une entreprise capitaliste l'est par sa capacité à générer des profits (Ruggeri, 2011).

Ces manifestations autogestionnaires sont également soumises aux contraintes d'un même cadre juridique flou. Les juges ont une grande marge de manœuvre quant à l'application de la Loi des Faillites³⁷, ainsi que pour donner leur approbation (ou leur désapprobation) à la

³⁷ Cette loi considère la compensation de crédits de travail (il s'agit d'un échange des dettes qu'a contracté le patron envers ses travailleurs par manque de paiement de salaires ou d'indemnités) ainsi que l'acquisition de l'entreprise par une coopérative de travailleurs.

continuité de l'exploitation sous forme de coopérative³⁸. Leur sensibilité politique prime alors souvent dans leur prise de décision. Ce flou juridique pousse également les groupes de travailleurs voulant récupérer leur lieu de travail à connaître presque invariablement une étape conflictuelle : afin de pouvoir bénéficier d'une application bienveillante de la loi des faillites qui rendrait légale la formation d'une coopérative, ceux-ci doivent s'organiser pour défendre leurs postes de travail, faire pression sur les juges ou et mettre souvent en place des campements face à (ou dans) leur usine (Ruggeri, 2014).

Les ERT partagent également un même tronc théorique, qui se traduit par un ensemble de pratiques et de dispositions communes. A travers leur pérennité, elles contredisent, comme l'ont fait bien d'autres coopératives de production avant elles, bon nombre des principes normatifs de la théorie économique classique. La propriété collective du capital, la limitation de la rente et sa répartition égalitaire constituent autant de facteurs qui vont à l'encontre des piliers mêmes de l'organisation économique dominante. L'existence des ERT ainsi que leur postérieur développement ont pour effet de réanimer un débat entre les théoriciens associationnistes³⁹ du XIXe siècle et leurs opposants libéraux⁴⁰, reconstitué et analysé par Cyrille Ferraton (2007). Selon P. Leroy-Beaulieu par exemple, la classe ouvrière ne ferait preuve d'aucune capacité entrepreneuriale, et la capacité à diriger une entreprise n'existerait qu'au sein de la classe bourgeoise (Ferraton, 2007). Cependant une usine peut fonctionner et se développer sans patron, alors que jusqu'à aujourd'hui, aucune n'a pu le faire sans travailleurs.

Finalement, les ERT partagent un socle de contraintes communes liées au système de marché dans lequel elles évoluent, et ne jouissent donc pas d'une marge de manœuvre absolue pour construire « une autre économie ». Ces contraintes se répercutent en plus ou moins grande mesure sur leur organisation interne, et mènent quelquefois à des situations d'auto-exploitation qui nourrissent l'idée selon laquelle le capital n'aurait pas besoin de patrons pour exploiter les travailleurs. Cette idée omet néanmoins la capacité d'action de l'association ouvrière (Ruggeri, 2011), capacité qui octroie aux ERT une marge de manœuvre suffisamment importante pour produire des alternatives. Cette marge constitue par ailleurs l'élément clé pour aborder la partie suivante.

...Des divergences apparaissent.

³⁸ Les ERT ne peuvent généralement voir le jour qu'à la suite d'une faillite très souvent frauduleuse ou à une quasi faillite de l'entreprise capitaliste. Celles-ci deviennent récurrentes à partir de 1995 suite à modification de la Loi des Faillites, qui rend plus facile le fait de fermer une usine dans un contexte où pour beaucoup d'entrepreneurs il était plus rentable de faire faillite que de continuer à produire.

Avec cette nouvelle loi le délit de fraude patronale sort du registre du délit pénal. Ceci a pour effet de permettre une systématisation des pratiques frauduleuses en vue de provoquer la faillite de l'exploitation, le plus souvent à travers un processus d'endettement, c'est-à-dire en ne payant ni les impôts, ni les loyers, ni les fournisseurs, ni les salaires et en aboutissant ainsi au départ des salariés. (Interview réalisée auprès d' Andrés Ruggeri dans La Marea : <http://www.lamarea.com/2014/01/23/andres-ruggeri-el-verdadero-ideologo-de-las-empresas-recuperadas-es-el-neoliberalismo/>)

³⁹ Il s'agit notamment de Fourier, Buchez, King, Owen et Louis Blanc. Ce dernier met en avant l'importance des coopératives de production pour changer la matrice de répartition du capital français, contrairement aux premiers qui accordent plus d'importance à la consommation et à l'habitat sans pour autant développer une vision systémique aussi poussée.

⁴⁰ Il s'agit des grands théoriciens de la pensée économique classique, tels que Smith, Ricardo, Say.

Le travail de terrain a permis de relever d'importantes divergences entre les deux ERT analysées, qui peuvent s'expliquer par l'appartenance des premières à une mouvance idéologique particulière. Ces divergences concernent plusieurs éléments pouvant être regroupés en deux ensembles. D'un côté, sont comparés des éléments structurels, tels que le fonctionnement organique de la coopérative, l'organisation du travail, le rapport de l'ERT au politique ou au marché. D'un autre côté, la comparaison porte également sur des éléments qui concernent la subjectivité des acteurs, tels que les discours qu'ils produisent, le processus de consolidation du groupe, la perception qu'ils ont de leur action, de certains moments forts de leur histoire commune, ou encore sur leur conception et leur manière d'appréhender la mise en place de la démocratie ouvrière.

Les divergences observées sont parfois expliquées par un cadre théorique à travers diverses typologies et constructions idéal-typiques des manifestations autogestionnaires, ou par l'analyse de certaines récurrences, et donc par la mise en relation entre différentes variables. Dans ces cas, les différents cadres théoriques seront mobilisés.

Néanmoins, malgré la pertinence de ces explications, elles ne mobilisent en général que des facteurs qui expliquent le phénomène, mais qui n'en explicitent pas, en termes de conduite humaine, « l'intelligibilité intrinsèque [...] qui tient au fait que les hommes sont doués de conscience »⁴¹.

En analysant la méthode scientifique de Weber, Raymond Aron évoque K. Jaspers pour distinguer le concept d'explication de celui de compréhension, qu'il associe à l'intelligibilité : « On comprend une névrose, on ne comprend pas toujours une psychose. Il y a un moment où l'intelligibilité disparaît des phénomènes pathologiques [...] les conduites sont compréhensibles à l'intérieur de certains cadres [...] au-delà de ces cadres les relations entre l'état de conscience et l'état physique ou psychologique cessent d'être intelligibles, même s'ils sont explicables »⁴².

Toutefois, même si Aron souligne d'un côté que « le voyageur comprend pourquoi le chauffeur de taxi s'arrête devant un feu rouge [et qu'il] n'a pas besoin de constater combien de chauffeurs s'arrêtent devant les feux rouges pour saisir pourquoi ils le font, [car] les conduites sociales comportent une texture intelligible que les sciences de la réalité humaine sont capables de saisir », il avertit tout de même d'un autre côté que « cette intelligibilité ne signifie nullement que le sociologue ou l'historien comprend intuitivement les conduites [...] Pour le sociologue le sens subjectif est à la fois saisissable et équivoque »⁴³. Ainsi, l'intelligibilité n'étant pas immédiate, la compréhension de la conduite humaine, l'interprétation correcte des actions et des œuvres des acteurs est impossible sans enquête préalable (Aron, 1967).

Ce travail se propose donc de rendre plus intelligible la relation dont l'hypothèse initiale fait l'objet, et ce à travers la recherche de la compréhension de la conduite des acteurs, à l'aide d'un élément clé : le discours, son action et son rôle.

⁴¹ Aron, R (1967); *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, Paris, p.504.

⁴² Ibid, p. 505

⁴³ Ibid p.505

a) Les multiples aspects du discours : idéologisation par son contenu, vecteur de sentiment d'appartenance par son existence, explicitation de la position relative du groupe.

Une des hypothèses fortes de cette recherche concerne la relation entre *le discours, le sentiment d'appartenance des acteurs, la construction de l'identité du groupe et l'action des acteurs dans le cadre de la production autogestionnaire.*

Il s'agit alors de considérer l'effet du discours à travers sa fonction consolidatrice d'identité comme un élément susceptible d'influencer la conduite des acteurs de manière suffisamment importante pour expliquer les différences de comportement observées entre les deux tendances.

Les travaux de Diane Rodet (2015) mettent en évidence la construction d'une identité collective au sein de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) à travers la mise en place de « dispositifs de qualité » – chartes, certifications avec label ou logo. Cette identité collective, selon l'auteure, participe à l'action contestataire que porte l'ESS à travers l'action de ses membres les plus actifs, l'ESS étant par ailleurs appréhendée comme un mouvement social indissociable du champ politique ([Darbus, 2009 ; Jérôme, 2007] in Rodet 2015).

L'associationnisme français est relativement peu structuré politiquement par rapport aux manifestations autogestionnaires en Argentine. Par conséquent, la place que tiennent les dispositifs de qualité comme éléments créateurs d'identité pourrait être largement occupée en Argentine par les organisations politiques de représentation.

Un certain parallélisme peut donc être réalisé entre l'effet des dispositifs de qualité sur l'identité collective de l'ESS française et l'effet du discours contestataire/révolutionnaire sur l'identité de l'IMPA, inséparable de son appartenance plus large au MNER.

En effet, « renvoyant à ce dans quoi se reconnaît un individu et ce dans quoi les autres le reconnaissent, l'identité est à la fois affirmation d'une ressemblance entre les membres du groupe identitaire et d'une différence avec « les autres » [Akoun, 1999] »⁴⁴. Les facteurs générateurs d'identité sont par ailleurs analogues à ceux qui génèrent un sentiment d'appartenance, puisqu'ils sont une condition nécessaire à la construction de l'identification des individus au groupe.

L'hypothèse qui est faite ici consiste à considérer que le discours révolutionnaire génère un sentiment d'appartenance au groupe restreint de l'IMPA, mais aussi à la position contestataire.

L'IMPA, comme toute communauté, comme tout groupe humain, nécessite des éléments fédérateurs pour maintenir et consolider sa cohésion, et par là même sa propre existence. Ces éléments, notamment le discours, renforcent l'appartenance des membres à la communauté au fur et à mesure que ceux-ci les revendiquent, les mettent en avant, les reproduisent. Par la même occasion, cette revendication renforce le pouvoir qu'a le groupe sur les individus.

⁴⁴ Rodet D. (2015) « L'économie solidaire comme mouvement social : des dispositifs de qualité pour s'identifier, agir et mobiliser. », *Revue Française de Socio-Économie* n° 15, Janvier, p. 193-212

L'élément discursif doit être ici interprété au sens large, c'est-à-dire contenant aussi bien des éléments anecdotiques, que le groupe revendique avec fierté, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance, que des éléments idéologiques, susceptibles d'accomplir la même fonction. Si l'unité du groupe passe en partie par l'acceptation (et la revendication) de la ligne idéologique du MNER, alors cette dernière s'en trouve d'avantage légitimée, tandis que l'unité du groupe se retrouve simultanément renforcée.

Le discours fait alors office de vecteur d'identité, comme pourrait l'être tout autre rituel ou trait commun au groupe (comme le jargon particulier des ouvriers évoluant au sein du secteur métallurgique participe à la construction de leur identification à ce secteur), mais possède une particularité qui produit des effets aussi sur un autre plan: outre son rôle de vecteur d'identification, le discours possède un contenu, dont le rôle joué par son contenant dans le processus d'identification, permet son acceptation de la part des membres du groupe de manière bien plus aisée.

Plus concrètement, le fait de reproduire le discours du MNER serait susceptible de rapproche les membres de la communauté, accordés sur une même ligne idéologique, leur donnant ainsi un but qui transcende leurs activités quotidiennes et élargissant la portée de leur action sur les plans politique et idéologique. Peu à peu, donc, le MNER, présent dans toutes les luttes d'IMPA (et donc formant partie des anecdotes de lutte que les acteurs racontent fièrement, soulignant ainsi leur appartenance au groupe) participe à la formation du discours du collectif tout en y introduisant une composante idéologique, une manière d'appréhender l'action de ses membres. *Légitimer l'idéologie du MNER en revient donc à appartenir au groupe, la désapprobation pouvant y créer une perte d'unité.*

Dans le cas des ERT argentines il est envisageable que si le sentiment d'appartenance des ouvriers qui composent une usine récupérée est renforcé, canalisé, par (entre autres éléments) la production discursive de chaque organisation politique de représentation, cette production de discours peut alors d'un côté influencer les comportements et les représentations des acteurs à travers son contenu idéologique, mais elle peut se trouver renforcée à son tour lorsque le discours, de par sa seule existence, devient en lui-même un objet créateur de sentiment d'appartenance.

La question qui peut se poser en première instance est de savoir si les associés salariés d'IMPA ou de Continente reproduisent des éléments discursifs de leur organisation politique de représentation.

Les entretiens cherchant à recueillir les éléments discursifs ont été réalisés auprès de trois catégories d'acteurs : les dirigeants d'organisations politiques de représentation, les dirigeants des ERT, et les associés salariés des ERT⁴⁵. Chaque entretenu a fourni des éléments d'analyse au cours des entretiens sur des questions telles que la perception de l'épisode de récupération, le rapport au pouvoir politique, le rapport au concept d'alternative ainsi que le rapport au marché concurrentiel.

⁴⁵ L'objectif initial était de relever des possibles écarts discursifs entre les dirigeants et le reste des associés salariés au sein de chacune des tendances, ainsi que de relever des écarts entre les tendances mêmes. Néanmoins l'hypothèse du discours créateur de sentiment d'appartenance et vecteur d'identité m'a amené à revisiter les entretiens semi directifs et à y découvrir une densité nouvelle.

L'analyse des entretiens révèle de manière générale que le discours révolutionnaire/contestataire produit par le MNER est reproduit plus fortement par les dirigeants d'IMPA que par le reste des associés salariés, où il reste néanmoins très présent. Contrairement à cela la FACTA ne semble pas véhiculer d'idéologie particulièrement marquée mais plutôt un certain pragmatisme quant à la marche à suivre pour pérenniser les manifestations autogestionnaires qu'elle représente. Par conséquent cette organisation semble ne pas produire un discours fort qui puisse être un vecteur d'identité facilement repérable.

Les principaux éléments discursifs d'Eduardo Murua se trouvent reproduits par Marcelo Castillo, le président d'IMPA ainsi que par les associés salariés auprès desquels des entretiens ont été réalisés.

Tout d'abord les allusions à « *la lutte* » sont omniprésentes. Le discours de Murua décline ce concept sur plusieurs plans : le plan théorique avec la « *lutte des classes* », le plan militant avec les « *affrontements avec le gouvernement* », le plan politique avec la dénonciation des « *fédérations [pro gouvernementales] traîtresses* », le plan de l'action concrète, lorsqu'il raconte comment ses camarades et lui cherchaient « *une nouvelle méthode de lutte* » pour transcender « *la vieille lutte syndicale* » et pour le « *maintien des postes de travail* ». Le concept de lutte se décline également sur le plan de la législation avec « *la bataille qu'on mène pour faire passer un projet de loi* » ainsi que le plan historique avec le récit de l'épisode de récupération qui évoque la lutte contre les « *anciens dirigeants corrompus* »⁴⁶.

Le discours de Murua n'est néanmoins pas circonscrit à une revendication de l'aspect combatif du MNER, mais contient également des aspects théoriques d'économie politique d'influence marxiste développés au cours d'une vie de militantisme.⁴⁷ Il aborde donc dans son analyse du capitalisme nationale et transnational les concepts de « *travail mort* », de « *partage de la valeur ajoutée* », de la circulation des richesses, des « *crises de surproduction* »⁴⁸.

L'élément combatif qui peut être appréhendé comme fédérateur d'identité est complété par une opposition « à un tiers », c'est-à-dire dans ce cas, tous les acteurs qui ont porté préjudice au mouvement depuis ses débuts. Il s'agit des « *syndicats corrompus* », « *du gouvernement* », des « *fédérations inventées par le gouvernement pour diviser le mouvement* », mais aussi de Macri⁴⁹, de la « *droite argentine* ». Le capitalisme est également perçu comme un système à combattre, et ce depuis la position du « *mouvement ouvrier* », dont Murua se revendique, son discours évoquant par ailleurs une forte conscience d'appartenir à une classe bien définie.

⁴⁶ Entretien réalisé auprès d'E.Murua, Buenos Aires, 2015.

⁴⁷ Eduardo Murua a commencé à militer dans l'Union des Etudiants du Secondaire (créé par J.D Peron) depuis l'âge de 13 ans. Ouvrier métallurgique, Il a participé à la lutte armée dans les rangs des *Montoneros* (d'obédience marxiste, ils luttent pour le retour de Peron alors exilé en Espagne) durant la dictature militaire de 1976. Par la suite il intègre la CTA, d'où il lance le MOPES puis le MNER.

⁴⁸ Ibid

⁴⁹ Alors maire de la *Ciudad Autonoma de Buenos Aires* (CABA), il oppose son veto à toute mesure favorisant les ERT émise par le Parlement de la ville.

Finalement le président du MNER développe des aspects théoriques sur le progrès technique, ses effets sur l'emploi, et sur la solution qu'apportent les ERT à ces questions.

Ces éléments se retrouvent donc en plus ou moins grande mesure dans les discours des différents acteurs qui intègrent l'IMPA, mais avec un niveau de théorisation moins développé.

Le président d'IMPA, Marcelo Castillo insiste sur la position de classe du groupe, et sur son opposition aux syndicats traditionnels « *Le sacrifice a valu la peine, on a récupéré ça petit à petit, et là on a essayé de voir comment instaurer une nouvelle méthode légale en Argentine, aux débuts du mouvement, dans tout ce genre de cas, il y a eu des réunions avec les syndicats, et ils ne nous voyaient pas d'un bon œil. C'est normal, eux ils sont dans un autre business, la bureaucratie syndicale de toujours... Ils n'allaient pas négocier avec des gars qui crèvent la dalle ! Eux ils négocient avec de grandes entreprises tu comprends ? Ils mettent l'habit de travail pour défendre les ouvriers mais ils n'arrêtent pas de négocier leur business* ». ⁵⁰

La prise de conscience d'appartenance à un groupe anciennement dominé en opposition à un autre groupe, dominant cette fois ci, se reflète tout autant dans les propos déjà cités d'Oracio Campos, analysables sous un autre angle : « *Des fois les anciens dirigeants organisaient des visites à l'IMPA. Il y avait des universitaires qui venaient nous voir, ils leur montraient les salles des machines cinq minutes et ils partaient. Même pas bonjour ! Et à l'heure du repas, on n'avait pas le droit de nous mélanger avec la hiérarchie, eux ils mangeaient à d'autres horaires pour pas manger avec nous, tu t'imagines, ils n'allaient pas partager la table avec nous, los negros, los laburantes!* ». En lien avec l'humiliation subie par les travailleurs d'IMPA, la conscience de classe dont ils font preuve constitue un terreau fertile pour le discours idéologique du MNER et se retrouve certainement renforcée par ce dernier.

Le discours est donc susceptible d'agir sur les représentations des acteurs à travers son contenu idéologique, pour ainsi constituer un déterminant de plus dans leur comportement.

Les éléments discursifs combatifs se retrouvent dans tous les entretiens réalisés, ainsi que la dénonciation de la canalisation du mouvement contestataire des années 2001-2002 par le gouvernement Kirchner. Cependant, la plupart des associés salariés affichent une opposition plus modérée en rapport au progressisme argentin ainsi qu'au marxisme de Murua. Ceci transparaît dans les propos de Raul, associé salarié, qui réaffirme également sa position de groupe en rapport à un tiers (dans ce cas l'oligarchie) : « *« Naan », je ne crois pas à la classe politique, même si je reconnais que le gouvernement [Kirchner] a fait certaines choses bien. Je préfère ça à ceux qui viennent en face. Pour moi Macri c'est un gros mot, qu'est-ce que tu veux que je te dise, c'est un gars d'ultra droite. Je ne te dis pas qu'on est des communistes farouches, mais nous, on n'a jamais aimé la droite. Et bon, même si on le déguise avec d'autres petits mots ... celui de droite, c'est l'oligarchie, on le sait* ».

L'opposition aux fédérations « *qui sont une invention du gouvernement* » selon M. Castillo se retrouve également dans le discours des associés salariés. A ce sujet Castillo réalise un rapprochement avec le mouvement *Piqueteros*, avec lequel le MNER a eu beaucoup

⁵⁰ Entretien réalisé auprès de Marcelo Castillo, Buenos Aires, 2015.

d'affinités dans le passé, dans le contexte de leur naissance respective⁵¹ : «L'Etat a été très intelligent en divisant tous les secteurs de lutte. Mouvement Piqueteros par exemple. Nous on était le MNER, et ça a été le tour du MNER [...] [L'Etat] ne soutient pas le mouvement [MNER] parce que ça ne lui convient pas qu'il monte politiquement. Qu'a fait le gouvernement kirchnériste ? Détruire, je te dis, non seulement le noyau, il y avait des noyaux de lutte qui se formaient, il les a divisé peu à peu. Regarde le Mouvement Piqueteros maintenant, regarde en combien de petits morceaux il est divisé. Il est en vingt mille petits morceaux ! Et le gros des... Appelons-les si tu veux « dirigeants », l'Etat les a absorbés et ils sont là, en train de lécher des bottes».

Toutefois, l'ensemble des acteurs entretenus reconnaissent les membres des ERT appartenant aux fédérations comme « des camarades »⁵² avec lesquels ils partagent un noyau commun, à savoir le vécu de la crise de la fin des années 1990 et du début des années 2000.

D'un autre côté, le discours combatif relevé à l'IMPA laisse place à une vision bien plus pragmatique à Continente, qui se trouve être totalement dans la ligne discursive de la FACTA. Néanmoins, il n'existe pas à Continente une ligne discursive puissante qui pourrait faire office de vecteur d'une identité particulière.

La FACTA pourrait se positionner de manière antagoniste par rapport au MNER, et ainsi participer à former une identité par rapport « à l'autre », regroupant un ensemble d'acteurs dont l'élément d'union serait de ne pas être « comme eux ».

Néanmoins c'est plutôt l'inverse qui se produit. En position de force et en pleine croissance (au moment où les entretiens ont été réalisés), la FACTA adopte une attitude bienveillante envers les ERT qui n'y adhèrent pas (encore), y compris envers l'IMPA. Carlos Ortiz, trésorier de la FACTA déclare à ce sujet : «Moi je suis allé à l'IMPA, on leur a proposé notre aide, mais ils ne sont pas du tout organisés, ils ne savent pas ce qu'ils veulent. On a discuté avec les dirigeants, mais sans suite ».

De plus cette fédération n'est pas perçue par les associés salariés comme un élément constitutif de leur identité et inextricablement liée à leur histoire, comme c'est le cas pour le MNER et l'IMPA. Les acteurs de Continente perçoivent la fédération plutôt comme un représentant politique, comme un allié lorsqu'il s'agit d'obtenir des subventions étatiques, mais ils ne revendiquent à aucun moment une appartenance idéologique comme c'est le cas pour l'IMPA et le MNER. Les premiers ne se positionnent pas non plus par rapport à un tiers, comme pourrait l'être une organisation politique de représentation concurrente.

Les divergences fondamentales observées entre les deux structures coopératives seraient donc davantage à mettre en relation avec la présence d'un discours révolutionnaire/contestataire produit par une organisation affichant cette voie idéologique, l'action de la FACTA ne semblant pas être déterminante sur ce plan.

⁵¹ Le mouvement Piqueteros, composé de chômeurs de longue durée, de retraités pauvres et d'exclus gagne de la visibilité lors de ses premières manifestations au milieu des années 1990. Le MNER voit le jour en 1997.

⁵² Entretien réalisé auprès de Raul, associé salarié d'IMPA, Buenos Aires, 2015.

La question qui doit être posée ici est donc la suivante : les divergences discursives expliquent-elles, in fine, les différences organisationnelles ?

La relation implicite (et hypothétique) que contient cette question est la même qui a été développée au long de l'article. Le discours, créateur d'identité, renforçant le sentiment d'appartenance au groupe, agirait (par son contenu) comme un élément parmi d'autres dans la détermination des représentations individuelles des acteurs. Les structures subjectives que composent ces dernières adoptent donc la forme d'une certaine idéologie, d'une certaine vision du monde qui, couplées à un sentiment d'appartenance à un groupe précis, peuvent expliquer le fait que le groupe emprunte un chemin plutôt qu'un autre.

b) Le fonctionnement institutionnel de la structure, et sa perception de la part des différents acteurs

Les travaux de Mirta Vuotto (2007 ; 2011) prêtent une attention particulière à la variable organisationnelle des structures coopératives. Ainsi, trois variantes de coopératives sont mises en avant : les coopératives intégrées, les coopératives revendicatives, et les coopératives induites par l'Etat⁵³.

Dans cette typologie, Vuotto met en relation d'un côté le caractère discursif et idéologique des structures, leur relation par rapport à l'Etat, au marché, avec, d'un autre côté, leur organisation interne ainsi que la démarche politique dans laquelle elles s'inscrivent.

D'après cette distinction, une coopérative revendicative affiche un discours idéologique très influencé par les valeurs originelles du mouvement, et il y existe une plus grande valorisation du travail et du compromis social face aux décisions de rationalité économique pures. D'un autre côté, une coopérative induite par l'Etat sera limitée par un fort degré de dépendance face à son principal client et financeur (l'Etat), ne mettra pas en avant un discours proche des valeurs originelles du mouvement, et elles feront preuve d'un faible degré de valorisation du travail et des engagements coopératifs. Leur mode organisationnel dépendra alors des choix faits au préalable, qui dépendent à leur tour du mode de création de la structure.

Etant majoritairement des coopératives, les ERT peuvent être appréhendées avec les principaux éléments qui ont servi à construire la grille de lecture de Vuotto. Les aspects organisationnels des structures peuvent donc être mis en relation avec leur mouvance idéologique.

La relation au salaire

Dans les cas étudiés lors du terrain exploratoire le trait le plus marquant est la présence ou l'absence d'égalité salariale, qui révèle par ailleurs deux conceptions radicalement opposées du mérite et de la motivation individuelle. Cet élément semble également s'insérer dans un

⁵³ VUOTTO, M., *El cooperativismo de trabajo en la Argentina: contribuciones para el diálogo social*, Organisation Internationale du Travail, Buenos Aires, 2011, p19

cadre idéal-typique de représentations collectives plus large, dont chaque idéal-type est en relation avec une tendance idéologique particulière. Par exemple, comme il était possible de le prévoir, l'ERT qui fonctionne sur un principe d'égalité totale de rémunération est l'IMPA : *« Ici on choisit de gagner tous la même chose. De la camarade qui travaille à la réception, jusqu'au camarade qui assume un poste de gestion, en passant par le camarade qui travaille aux machines. Je suis le plus dur concernant le fait qu'on gagne tous pareil. Ça me donne une autorité morale à nous, les camarades qui dirigeons, sur les autres camarades, qu'on n'aurait pas si nous on gagnait deux fois plus. Parce qu'ils pourraient me dire « ah toi comme t'es pas dans le besoin tu peux économiser » »*.⁵⁴ La plupart des ERT regroupées sous la bannière du MNER partagent ce trait caractéristique, qui est d'ailleurs impulsé par l'organisation à travers le discours de son président, Eduardo Murua.

Néanmoins, même si l'égalité salariale est facilitée par la relative homogénéité du groupe et la solidarité que les épreuves successives ont forgé en son sein, la question du mérite et des motivations individuelles ne cesse de se poser, ne serait-ce que de façon ponctuelle. En effet, la réalité de la production génère des situations où certains associés-salariés sont amenés à produire plus d'efforts que d'autres. La gêne que peuvent ressentir certains acteurs face à cette situation concerne notamment le choix des critères de l'effort : *« Il y a ici des camarades qui font des fois le minimum et pourtant on gagne la même chose. Quand ils sont âgés je comprends, mais sinon ça arrive qu'on s'engueule un peu »*⁵⁵. Comme il sera vu plus en avant, la proximité des associés-salariés fait que la discussion démocratique déborde les instances prévues à cet effet (notamment l'assemblée) dans la coopérative, et empêche en partie l'accumulation de cette gêne, qui autrement pourrait se transformer en contestation ouverte. Ainsi, l'échange permanent qui existe entre les différents associés salariés d'IMPA fait dialoguer de manière informelle les différentes instances dont la présidence du MNER incarnée par Murua : *« Alors, comment tu définis ces différentes catégories [de postes et de salaires]? Tu comprends ? J'ai fait plusieurs fois un tableau, comme ça, pour m'amuser, et j'ai discuté du sujet de la stimulation morale et la stimulation matérielle. Beaucoup de camarades sont venus me dire « che gordo, moi je suis celui qui reste à chaque fois, celui qui connaît le mieux les machines, celui qui se casse le plus le dos, celui qui est toujours là quand il faut descendre dans la rue... et je gagne la même chose que celui qui fait l'idiot »*. Et là je réponds *« mais oui, mais toi tu as plus de connaissance de ce qui est en train de se produire, toi tu es en train de participer, tu dois supporter ce genre de choses »*.⁵⁶ La longévité de cette mesure constitue la preuve même de son acceptation de la part du groupe de travailleurs. Cette acceptation est donc générée par ce genre de conception véhiculée dans le discours du MNER, qui a pour effet de créer, de façonner les représentations collectives des travailleurs quant à la voie idéologique empruntée, et quant à ses conséquences empiriques : l'acceptation de l'égalité salariale est un fait, et elle semble s'expliquer par les effets de la production discursive de l'organisation politique de représentation radicale/révolutionnaire. A titre de rappel, l'hypothèse qui est donc faite ici est que les discours, à travers leurs contenus, ont un effet sur les représentations et les actions des individus qui s'ensuivent.

⁵⁴ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, Buenos Aires, 2015

⁵⁵ Entretien réalisé auprès de Roberto, associé salarié d'IMPA, Buenos Aires, 2015.

⁵⁶ Entretien Murua

A contrario, Contiente ne pratique pas l'égalité salariale. Les salaires sont néanmoins limités par la fourchette 1 à 4 : le salaire le plus élevé ne peut pas être plus de quatre fois supérieur au salaire le moins élevé. Ceci témoigne d'une conception totalement différente en rapport aux incitations individuelles. L'inégalité de revenu, quoique restreinte, s'explique par les différents niveaux de salaires qui correspondent aux différents postes dans l'usine. Ceux-ci sont donc occupés en fonction de l'ancienneté et de la qualification des ouvriers. Autrement dit, l'inégalité salariale est justifiée, légitimée, par la vieille conception du mérite, couplée à celle des capacités individuelles. Cette conception avait déjà été envisagée par les premiers associationnistes au début du XIXe siècle.

Au sein de Contiente le groupe est moins homogène qu'à l'IMPA en termes de qualification. Le président, par exemple, était déjà l'opérateur le plus qualifié de l'usine avant la récupération, ainsi que le propulseur de l'idée de former une coopérative. Il est donc perçu comme le plus compétent pour occuper son poste, ce qui explique son élection. De plus, le conflit n'a pas atteint une grande intensité, et l'absence d'une conception d'égalité radicale constituent autant d'éléments susceptibles d'expliquer l'inégalité salariale, qui est *in fine* la norme dans le marché du travail capitaliste traditionnel.

D'un autre côté, les mêmes éléments qui semblent expliquer la présence ou l'absence d'une mesure telle que l'égalité salariale paraissent expliquer également les traits les plus saillants de l'organisation interne de chaque structure.

L'organisation du travail

Un premier élément révélé par le travail d'observation au sein des salles des machines d'IMPA est la parfaite synchronisation des mouvements, des déplacements et des interactions entre les associés salariés. Tous les mouvements semblent réglés dans les différentes salles, au millimètre près, tel un appareil d'horlogerie. Très peu de dialogues ont été relevés, mais aucun ordre. Chacun sait exactement ce qu'il a à faire, et le fait de la façon la plus fluide. Il n'y a aucune trace apparente d'une hiérarchie. A midi trente, systématiquement, une machine s'arrête après l'autre, mais aucune sonnerie ne retentit. Les ouvriers se préviennent mutuellement qu'il est l'heure d'aller déjeuner, ce qui peut être interprété comme un geste d'entraide. Aucun contrôle d'horaires n'est mis en place. L'ancien tableau de pointage, qui se trouve au rez-de-chaussée au niveau de l'entrée principale, a été transformé en tableau d'affichage.

Ces indices permettent de déduire l'existence d'une organisation très rodée, avec très peu de frictions, qui s'explique non seulement par les caractéristiques propres du groupe précédemment évoquées, mais aussi par la relative ancienneté de la structure.

Le cas de Contiente illustre une situation diamétralement opposée. Dans les salles de production les conseils et indications sont prodigués par ceux qui occupaient un poste de commandement lorsque l'usine était privée. De plus, les associés salariés doivent marquer leur arrivée à l'usine qui est notée par les réceptionnistes. L'organisation du travail actuelle hérite donc en partie de l'ancienne hiérarchie, produit de l'hétérogénéité du groupe. Contiente ne s'engage donc pas dans une voie d'égalité radicale, ce qui correspond *in fine* aux choix politiques incarnés par la FACTA.

L'opérationnalisation du concept de démocratie ouvrière

Les divergences relevées au sein des deux ERT concernent également l'organisation de la démocratie ouvrière. Au sein d'IMPA, les instances prévues pour le débat (à savoir la réalisation régulière d'assemblées) sont quelque peu délaissées en bénéfice du dialogue direct entre les acteurs, produisant ainsi une situation « d'assemblée permanente », et donc un débordement des canaux traditionnels de discussion et de prise de décision. Ceci peut s'expliquer, outre par l'ancienneté de la structure, par l'existence d'une « culture collective » très développée par rapport à Continente. En effet, cette idée rejoint celle évoquée précédemment selon laquelle la conflictualité des premières étapes de la lutte a pour effet de souder et d'homogénéiser le groupe. Lorsque l'IMPA devient une ERT les travailleurs qui la récupèrent avaient déjà eu à affronter une série d'épreuves communes et à mettre en place des réponses collectives (telles que des rotations des tours de garde, la cuisine, le ménage, la communication politique) décidées au niveau du groupe, sans nécessairement passer par les instances de débat que la loi 20.337 prévoit pour les coopératives. Cette particularité rapproche donc l'ERT d'un modèle de fonctionnement plus à même de correspondre à l'idéologie du MNER.

Contrairement à cela, les ouvriers de Continente se trouvent face à une situation initiale de changement institutionnel sans rupture violente avec le modèle précédent. Cette absence relative de traumatisme explique en partie la continuité de certaines pratiques : « *Tu passes d'être un employé qui obéit à des ordres à diriger toi-même, à t'auto gérer et à mener tout ça en avant. Mais il y a des gens assez âgés ici, et certains vivent ce changement comme... Ce sont des gens habitués à travailler de cette façon, le chef de fabrique donne un ordre et les autres accomplissent le travail. C'est très difficile que par volonté propre... C'est très difficile d'expliquer le changement de rôle* »⁵⁷.

L'absence de perception du changement chez une partie du groupe ouvrier mène le président à rejoindre le point de vue de Laura : « *Ils continuent à avoir une mentalité d'employés. Et ce n'est pas comme ça, je n'ai pas à aller les chercher pour leur donner du travail à faire, puisqu'on est tous associés. Eux devraient venir vers moi quand ils ont terminé quelque chose et juste m'informer et me dire « voilà on a fini ça »* ».

Cette situation mène la direction de Continente à être très rigoureuse quant au respect et à l'implémentation des instances de prise de décisions collectives et de débat au sein de la structure coopérative. A travers cela, les associés salariés les plus engagés semblent avoir l'intention d'instaurer un changement de paradigme, donc une « culture collective » chez leurs camarades qui corresponde davantage à leur réalité d'ERT. Concernant la mise en pratique des dispositions démocratiques, le président de Continente déclare, en utilisant un langage plus technique que politique : « *Il existe des coopératives qui ne le font pas. C'est pour informer les associés sur les choses les plus importantes qui se produisent. Imagine que s'il fallait faire une réunion pour chaque petite décision à prendre on passerait notre temps à faire des réunions. Nous on a pris l'habitude de faire un asado*⁵⁸*tous les vendredis et nous*

⁵⁷ Entretien réalisé auprès de Laura, associée salariée de Continente, Hurlingham, Province de Buenos Aires, 2015

⁵⁸ Grillade dont les coupes de bœuf sont caractéristiques aux pays du Cône Sud.

réunir pour discuter. Il y a toujours des questions administratives dont il faut informer, ou bien eux dans l'usine nous font part de questions dont nous devons être au courant. Les élections d'autorités se font tous les ans. Et pour le moment on m'a toujours réélu. En ce moment je suis comme Cristina [Fernandez de Kirchner] ! (Rires) ».

Le respect et la mise en place d'assemblées générales, d'élections régulières, de commissions d'information (qui ne sont pas si formellement valorisées à IMPA) qui s'observe au sein de Contiente peut s'expliquer par la volonté d'une minorité de faire en sorte que le reste du groupe intègre les normes communes propres à l'autogestion à travers la pratique. D'une certaine manière, à travers cette pratique coopérative, les associés salariés de Contiente sont en voie d'opérer le changement de perception qu'ont connu les ouvriers d'IMPA à travers un épisode conflictuel radical.

Eléments de conclusion

Dans la suite de cette recherche exploratoire, les résultats intermédiaires avancés dans cet article subiront certainement des modifications, tout comme certaines hypothèses provisoires. Néanmoins la ligne directrice du raisonnement directeur semble plutôt renforcée par cette première confrontation avec la réalité. En résumé, l'hypothèse principale pose le contexte socio-économique national en tant que variable indépendante. Le contexte de naissance des organisations politiques de représentation et des ERT définit donc l'orientation idéologico politique des premières et les principaux éléments qui définissent la manière de produire une alternative des secondes. Le corollaire de cette relation est qu'il existe donc une articulation qui se renforce entre la manière qu'ont les ERT de produire une alternative et la tendance idéologique dans laquelle elles s'insèrent à travers leur adhésion à une organisation politique de représentation (porteuse de la tendance idéologique en question). Le choix du terme pour désigner ces structures politiques résulte en réalité d'un processus d'élimination doublé d'un choix sémantique visant à renforcer leur poids dans l'analyse. En effet, ces organisations peuvent prendre la forme de « mouvements », ou de « fédérations ». Néanmoins ces deux derniers termes sont s'excluent mutuellement dans le contexte argentin. Par conséquent aucun d'entre eux ne pouvait être choisi pour désigner ces manifestations politiques. La littérature mentionne des « liens organisationnels entre les ERT »⁵⁹, termes qui pourraient inspirer celui « d'union politique ». Néanmoins, l'un comme l'autre placerait les ERT au centre de la manifestation politique, reléguant au second plan les acteurs déterminants que sont les organisations politiques de représentation, et stérilisant en quelque sorte leur impact sur le phénomène autogestionnaire argentin. Ceci reviendrait par exemple à considérer que les partis politiques ne sont que des unions de citoyens partageant la même ligne idéologique, sans, par exemple, considérer l'effet des partis sur l'opinion publique. Le choix des termes étant déterminant dans la transmission de la pensée entre interlocuteurs, aussi subtiles soient les différences, mène à choisir « organisation politique de représentation » pour désigner ces structures politiques tout en leur conférant tout le poids qu'elles méritent dans l'analyse. Suivant cette même logique, les concepts de « discours » et « d'alternative à l'économie de marché » (déconstruits et menés à un degré d'abstraction inférieur, donc en voie

⁵⁹ Ruggeri A. *et al.* (2014) « Informe del 4o relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina » rapport de recherche, Facultad de Filosofía y Letras, UBA, Buenos Aires p.58

d'opérationnalisation dans la troisième partie) regroupent en réalité des éléments concrets d'analyse, dont une grande partie a été suggérée par la réalité du terrain, couplée à un cadre théorique important en matière d'association ouvrière et d'autogestion.

Les ERT argentines constituent un phénomène relativement nouveau sur la scène économique du pays, dont les retombées sociales et politiques ne peuvent être ignorées. La plupart des défis heuristiques les concernant sont encore à relever pour les sciences sociales, et pour la sociologie en particulier. La production scientifique sur ce sujet progresse lentement mais sûrement, mais la plupart des aspects du phénomène restent méconnus du grand public, comme l'atteste le titre d'un des ouvrages de référence en la matière, « *Qué son las empresas recuperadas* ?⁶⁰ » dans lequel Andrés Ruggeri analyse notamment les données statistiques concernant les ERT produites dans le cadre du programme *Facultad Abierta*.

Pour finir, en mobilisant le corpus d'hypothèses explicitées jusqu'ici, certaines prévisions peuvent être avancées quant à l'évolution future du mouvement autogestionnaire argentin. L'élection de M. Macri en novembre 2015 semble constituer un nouveau bouleversement dans le contexte socio économique du pays qui modifiera certainement, en plus ou moins grande mesure, le rapport de forces au sein du champ politique des ERT. En seulement quatre mois de gestion, le nouveau gouvernement, soucieux de rompre avec le modèle kirchnériste, a multiplié les licenciements dans le secteur public et a pris des mesures hostiles à l'industrie nationale. Cette évolution contextuelle semble constituer à nouveau l'élément déclencheur de réponses populaires alternatives. Une nouvelle fois, des clubs de troc font leur apparition, rappelant la situation économique vécue en 2002. D'un autre côté les différentes centrales syndicales anciennement opposées sur tous les plans annoncent leur union prochaine sous une bannière unique, serrant les rangs (du moins en apparence) face à un ennemi commun. La position de cette future nouvelle centrale unique vis-à-vis des ERT reste à déterminer. Néanmoins, étant donné que la puissante CGT y occupera une place prépondérante, il est peu probable que la posture syndicale majoritaire vis-à-vis des ERT subisse des modifications.

En dernier lieu, il est possible de prévoir également une radicalisation de la lutte, avec soit un regain de forces de la part du MNER, ou bien avec un déplacement vers la gauche dans l'échiquier idéologico politique de la part des autres organisations politiques de représentation.

Au regard de ces considérations, le phénomène des ERT argentines en constante évolution, fournit alors au chercheur une multitude d'angles d'attaque pour son analyse, dont celui que propose ce travail.

Références bibliographiques

⁶⁰ Que sont les entreprises récupérées ?

- Aron, R (1967); *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard
- Cotarelo M.C et Fernandez F. (1997) « La toma de fábricas. Argentina, 1964» *Razon y Revolucion* n°3, juin, p.2-17
- Feierstein, D. (2011) « Sobre conceptos, memorias e identidades: guerra, genocidio y/o terrorismo de Estado en Argentina », *Política y Sociedad*, volume 48, n°3, p.571-586
- Ferraton, C. (2007) *Associations et coopératives*, Toulouse, ERES, 240p.
- Fajn, G. et al (2003) *Protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*, Buenos Aires Ediciones del Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos.
- Habermas J. (1978), *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Heinich N. (2010) « IV. Une sociologie de l'espace d'interactions », in Hienich N. *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte
- Marti, (2007) « L'entrepreneuriat social / Social Entrepreneurship, Défis pour les coopératives au Nord et au Sud / Challenges for cooperatives in the North and the South » *Recma-Revue Internationale de l'Economie Sociale*, n° 305 Association Recma, juillet p.61-71
- Michels, R.(1914) *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris : Flammarion
- Quijoux, M. (2013) « Convaincre ou produire ? Genèse et formes de participation ouvrière dans une usine « récupérée » d'Argentine », *Participations*, n°5, Janvier, p.103-126
- Rebon, J. (2005) « Trabajando sin patrón Las empresas recuperadas y la producción », *document de travail*, Institut de recherche Gino Germani, Buenos Aires, Centre de Documentation de la Faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires
- Rodet D. (2015) « L'économie solidaire comme mouvement social : des dispositifs de qualité pour s'identifier, agir et mobiliser. », *Revue Française de Socio-Économie* n° 15, Janvier, p. 193-212
- Ruggeri A. et al (2005) *Las empresas recuperadas: autogestión obrera en Argentina y América Latina*, Buenos Aires, Editorial de la Facultad de Filosofía y Letras
- Ruggeri, A. (2011) « Reflexiones sobre la autogestión en las empresas recuperadas argentinas » *Revista Estudios* vol.1, n°1, décembre p.60-79
- Ruggeri A. et al. (2014) « Informe del 4o relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina » rapport de recherche, Facultad de Filosofía y Letras, UBA, Buenos Aires
- Ruggeri, A. (2014), *Qué son las empresas recuperadas ?* Buenos Aires, Ediciones Continente.

Ruggeri, A. (2015), *Occuper, Résister, Produire. Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine*, Paris, Syllepse.

Polanyi, K. (1944) *La Grande Transformation*, Paris, Editions Gallimard

Sewell, W.H. (1981) « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la monarchie de Juillet » *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 36e année, n° 4, p. 650-671.

Svampa, M. (2005) « Citoyenneté, Etat et Mondialisation : un regard à partir de l'Argentine contemporaine » in P.Phelinas, V.Hernandez *et all. Travail, intégration monétaire et Mondialisation*, Paris, L'Harmattan, p.2-22

Vuotto, M. (2007), *La co-construcción de políticas públicas en el campo de la economía social*, Buenos Aires, Prometeo Editoriales

Vuotto, M. (2011) « El cooperativismo de trabajo en la Argentina: contribuciones para el diálogo social », *document de travail, Organisation Internationale du Travail*, Buenos Aires, Imprenta Colorgraf